

RÉFLEXION : Patrick Valduriez, directeur de recherche de l'Inria, nous explique pourquoi, de son point de vue, la solution ne peut être que politique.

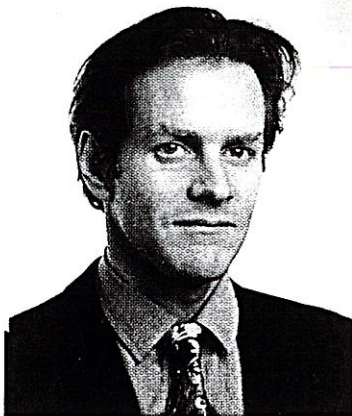
Des ordinateurs esclaves

en accroissant la productivité des entreprises et en contribuant activement à la mondialisation du marché du travail, les nouvelles technologies — informatique, automatique, télécommunications — détruisent des emplois." Le jeune directeur de recherches de l'Institut national de recherche en informatique et automatique (Inria), créé par Charles De Gaulle en 1961, est on ne peut plus lucide. A 38 ans, le spécialiste français des bases de données, qui dirige une équipe de vingt chercheurs, vient de recevoir, des mains du ministre de la Recherche, le prix scientifique IBM récompensant (généreusement) les chercheurs les plus méritants dans cinq grands domaines : mathématiques, physique, science des matériaux, informatique et calcul numérique intensif.

Patrick Valduriez considère d'ailleurs qu'en ce qui concerne les conséquences de leur travail, les informaticiens ont autant de responsabilités que les spécialistes de la génétique ou de la physique nucléaire... Faut-il pour autant cesser toute recherche ? "Tout dépend de l'utilisation qu'on en fait."

Au sujet de l'emploi, Patrick Valduriez constate que les progrès de l'informatique et de la robotique accroissent de manière "exceptionnelle" la productivité dans le travail. Et permettent de remplacer l'homme par le robot dans le cas de travaux pénibles ou rébarbatifs. C'est ce qui lui fait dire qu'il vaut mieux "casser des machines que des hommes" et que "les ordinateurs doivent devenir les esclaves de demain".

"L'informatique est un formidable vecteur de progrès", répète-t-il en citant l'exemple du professeur Cohen, qui aurait eu bien du mal à



Patrick Valduriez : "Il vaut mieux casser des machines que des hommes."

établir la carte du génome humain sans la puissance des ordinateurs actuels. "Mais il faut résister à la tentation du tout-informatique." Peut-on imaginer une société avec des stations-service sans pompistes, des hôtels sans réception, des gares ou des aéroports sans guichets, voire des écoles sans institutrices, où des bornes interactives multimédia et la télévision numérique les auraient remplacés ? "Heureusement, l'être humain est un animal grégaire qui ne peut vivre isolé. L'informatique, qui crée des services de plus en plus sophistiqués, mais complexes, impose la nécessité d'interfaces humaines. Il y aura donc toujours besoin d'une contribution, d'un service humain pour « faire ce qui manque ». C'est aux politiques de réhabiliter ces métiers-là, estime Patrick Valduriez. Et aux philosophes, sociologues et journalistes d'élargir et d'orienter le débat vers une nouvelle conception de la société." Le scientifique prônant le retour au pouvoir du philosophe, on croit rêver !

Propos recueillis par S.J.

Martine Aubry : contre l'exclusion

La présidente de la FACE constate désarroi et crainte, mais aussi enthousiasme et foi en l'avenir.

L'IDÉE : Comment les entreprises actives au sein de la Fondation Agir contre l'exclusion (FACE) concilient-elles leur statut d'acteur économique avec celui d'acteur social ? **MARTINE AUBRY :** Je ne fais pas partie de ceux qui pensent que l'entreprise doit assumer l'ensemble des fonctions de la société : le logement, la santé, les loisirs... Ne demandons pas aux entreprises de s'occuper de ce pour quoi elles ne sont pas faites. En revanche, dans sa logique propre, qui est celle de produire des biens et des services, l'entreprise a un rôle à jouer pour mieux insérer les jeunes et anticiper les compétences de ses salariés, liées aux évolutions des technologies et des métiers. Tout cela fait partie de la responsabilité propre à l'entreprise, qui est de mieux insérer et de moins exclure.

Toutes les entreprises qui nous ont rejoints ont pris conscience que l'on ne peut plus continuer à augmenter les cotisations chômage tous les six mois, à prélever les impôts pour verser le RMI et à laisser s'installer cette situation explosive. Dans les actions que nous menons, nous voulons que tous les acteurs trouvent ainsi leur propre intérêt.

La FACE s'est-elle fixé des objectifs quantitatifs en termes de lutte contre l'exclusion ? et à quelle échéance ?

Face aux problèmes engendrés par l'exclusion, il faut agir sur la durée. Jusqu'à maintenant, nous avons rencontré tous les gens qui agissent sur le terrain en leur demandant en quoi on pouvait leur être utiles, et nous commençons à mettre en place des actions. Avec le fort soutien des entreprises qui travaillent avec nous, nous montons des opérations qui visent à ramener de l'activité dans ces quartiers : par exemple, nous allons soutenir et développer les régies de quartier, les entreprises d'insertion, nous allons aider à la création de commerces de proximité, nous favorisons le parrainage de jeunes de quartier par des cadres et des salariés des entreprises. Sur la base de toutes ces actions, nous dresserons un premier bilan en juin.

Développer l'emploi de proximité, c'est, dans la plupart des cas, faire de l'insertion en dehors de l'entreprise. Ne vaudrait-il pas mieux repenser l'entreprise pour qu'elle soit ouverte à tous ?

Dans un pays où se révèlent tant de besoins, il faut cesser de répéter : "il n'y a pas de travail pour tout le monde". Alors que la vraie question à poser est : comment transférer les 500 milliards de francs consacrés au chômage en dépenses actives ?

Il faut s'attaquer au problème de l'e